

Chapitre 1 / LES CONDITIONS DE (RE)PRODUCTION DE LA LCR L'APPROCHE PAR LES TRAJECTOIRES MILITANTES

Florence JOHSUA

« Je vais vivre parmi mes ennemis. Constamment, c'est-à-dire non passivement, mais sans laisser le temps m'endormir du bruit paresseux et aimable de son cours, avec patience, attention et colère. Il me faut la vertu qui nous fit le plus complètement défaut, la constance. »

Paul Nizan, *Aden-Arabie*, 1931.

« Dans le rétroviseur, on pourrait avoir l'impression d'une trajectoire rectiligne, d'une seule coulée. Pourtant, combien de hasards, d'accidents, d'événements, de rencontres, de bifurcations faut-il pour tracer un parcours ? Une foule de contingences, une trame de petits riens qui nous font devenir, poussés par la force de l'habitus, le chaos déterminé mais imprévisible que nous sommes. »

Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*, 2004.

1966-2006... deux dissolutions, trois changements de nom¹, la chute du Mur de Berlin, la fin de l'URSS et un parti politique « communiste révolutionnaire » qui fêtera cette année ses quarante années d'existence. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) n'a

1. La Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), fondée en 1966 par des militants exclus de l'Union des étudiants communistes (UEC) et quelques anciens du Parti communiste internationaliste (PCI), est l'ancêtre direct de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Elle devient Ligue communiste en 1969, à l'occasion du congrès qui l'affilie à la IV^e Internationale, Front communiste révolutionnaire (FCR) après sa dissolution par décret ministériel en 1973, et adopte son nom actuel en décembre 1974.

pourtant pas traversé ces années sans changer. Essentiellement composée de jeunes étudiants à sa fondation, ses militants sont aujourd'hui des actifs, à 84 %². L'arrivée récente de nouvelles cohortes a renouvelé en profondeur sa population militante, qui a doublé après le 21 avril 2002. Elle se distingue toujours par la jeunesse de ses effectifs : près de la moitié des militants ont moins de quarante ans³. La LCR s'est donc transformée sociologiquement. Mais l'étude de ce parti révèle aussi des évolutions vis-à-vis des référents identitaires, du projet politique et de la stratégie. Le parti s'est ainsi reproduit – et produit – au travers de ces changements militants et organisationnels. Nous souhaiterions montrer dans cet article l'intérêt qu'il y a à passer par les trajectoires militantes pour éclairer les conditions de production et de reproduction d'un parti politique.

On peut en effet s'étonner de la pérennité de cette organisation d'extrême gauche alors que tant d'autres n'ont pas survécu au tournant de la décennie 1970. La LCR n'a pas été épargnée par cette crise, et les rares chiffres disponibles sur les évolutions d'effectifs en attestent (voir le tableau 1 en annexes). Pourtant, malgré les défections, nombreuses, le parti se maintient. Les caractéristiques propres à la LCR et le type de militantisme prédominant en son sein, notamment le lien historique avec les mouvements sociaux et l'investissement des militants dans des syndicats et des associations, apparaissent comme des facteurs explicatifs majeurs de cette persistance. Cette dernière s'explique plus précisément par la combinaison de cette pratique militante avec le maintien de la

2. Voir Florence Johsua, « La dynamique militante à l'extrême gauche : le cas de la Ligue communiste révolutionnaire », *Les Cahiers du Cevipof*, 37, 2004, p. 76.

3. *Ibid.*, p. 85.

structure organisationnelle, même dans les périodes les plus difficiles. La continuité de ce parti invite à ne pas se focaliser sur « des théories de l'émergence mais plutôt de rendre compte des fluctuations de nature et d'étendue que connaissent les mobilisations autour de causes omniprésentes », car bien souvent « les mouvements ne meurent pas, mais se rétractent et se retranchent pour s'adapter aux changements de climat politique »⁴. Dans ce cadre de réflexion, l'étude de l'organisation *via* les trajectoires militantes de ses membres permet d'articuler deux niveaux d'analyse qui s'éclairent l'un l'autre : le niveau organisationnel d'une part, et les logiques de l'engagement au niveau individuel d'autre part. Cette double focale donne à voir les modalités concrètes, la temporalité et les processus par lesquels une organisation politique se perpétue et se transforme.

L'approche par les trajectoires vise à éclairer les influences de ces engagements sur les militants et sur l'institution, comment ils les façonnent et comment, en retour, l'identité collective du groupe s'en trouve modifiée. Elle invite à considérer le militantisme comme un *processus* inscrit dans le temps, non linéaire, fruit de l'interaction permanente entre le contexte politique et social et les dispositions des acteurs. Elle permet d'appréhender l'action, les prises de décision en incertitude, à travers leurs modalités concrètes et comme le fruit d'une succession d'étapes qui infléchissent la trajectoire générale. En privilégiant l'étude des processus affectant aussi bien l'offre politique que la demande d'engagement à travers le temps, en insistant sur l'interaction qui s'exerce entre eux, elle réduit les risques de

4. Verta Taylor, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », dans Olivier Fillieule (dir.), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 250.

réification de l'objet « parti ». Enfin, en redonnant de l'importance au sens que les acteurs accordent à leurs pratiques, elle évite une analyse trop mécaniste et instrumentaliste de l'action⁵.

Une approche par les trajectoires militantes

La notion de trajectoire, telle que nous l'employons ici, se situe dans un cadre d'analyse d'inspiration interactionniste. Cette notion a été utilisée par Anselm Strauss, dans un cadre différent du nôtre, mais sa démarche a nourri notre propre approche. Dans ses travaux sur la maladie⁶, la notion de trajectoire « renvoie au cours d'un phénomène et à l'action entreprise dans la durée pour en gérer le déroulement, le traiter et le mettre en forme⁷ ». L'action est appréhendée de manière processuelle, comme la résultante de l'interaction entre une histoire individuelle et un contexte structurel. La notion insiste aussi sur le

5. *Je remercie les membres du Groupe de recherche sur l'activisme altermondialiste (GRAAL-CRPS). Les échanges menés dans ce cadre ont été une source d'inspiration féconde pour la construction de cet article. Merci à Sophie Maurer pour son aide dans le maniement du logiciel de traitement de données quantitatives SPSS, ainsi qu'à Hélène Combes, Choukri Hmed, Lilian Mathieu, Sylvain Pattieu et Karel Yon pour leur relecture attentive. Enfin, merci aux militant(e)s de la LCR qui, en m'accordant leur temps et leur confiance, ont permis que cette recherche avance.*

6. *Anselm Strauss, La Trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme, textes réunis et présentés par Isabelle Baszanger, Paris, L'Harmattan, 1992 [édition originale : Social Organization of Medical Work, Chicago (Ill.), Chicago University Press, 1985].*

7. *Juliet Corbin, citée par Isabelle Baszanger, « Les chantiers d'un interactionniste américain », ibid., p. 36.*

rôle des différents acteurs qui interagissent autour de la trajectoire. Elle vise en effet plus précisément à « faire référence non seulement au développement physiologique de la maladie de tel patient mais également à toute *l'organisation du travail* déployée à suivre ce cours, ainsi qu'au retentissement que ce travail et son organisation ne manquent pas d'avoir sur ceux qui s'y trouvent impliqués⁸ ». Les trajectoires problématiques nécessitent un travail complexe de gestion et de mise en forme, laissant apparaître un ordonnancement séquentiel dans le temps. Elles se divisent alors en une succession de phases ou de séquences, et sont potentiellement réorientées en des points de séquence de trajectoire ou points d'option⁹.

L'analyse d'un parti politique au travers des trajectoires militantes invite, dans cette lignée, à contextualiser et historiciser l'analyse des phénomènes militants en s'attachant à faire ressortir « l'influence des contextes pratiques de l'action sur l'opérationnalité des dispositions incorporées¹⁰ » par les acteurs. Dans cette

8. Anselm Strauss, « *Maladie et trajectoires* », dans Anselm Strauss, *ibid.*, p. 143.

9. Sur l'ensemble de ces aspects, voir Anselm Strauss, « *Maladie et trajectoires* » et « *Le travail d'articulation* », *ibid.* Voir aussi l'introduction aux textes de Anselm Strauss par Isabelle Baszanger qui développe ces différents aspects, *ibid.* Au travers de cette description succincte, il apparaît que la notion de « *trajectoire* » chez Anselm Strauss est très proche de celle de « *carrière* » chez Everett Hughes ou Howard S. Becker. Pour une clarification entre ces deux termes, on pourra se reporter à Muriel Darmon, *Devenir anorexique, une approche sociologique*, Paris, La Découverte, 2003, p. 90-93.

10. Éric Agrikoliansky, « *Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980* », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001, p. 30. Précisons que l'auteur préfère utiliser le concept de « *carrière* » plutôt que celui de « *trajectoire* ».

acception, la notion de trajectoire invite aussi à considérer le militantisme à la fois comme phénomène collectif et comme activité sociale individuelle, en s'intéressant aussi bien à l'acteur (et à la façon dont il gère sa trajectoire d'engagement) qu'au groupement militant, cette « institution sociale dotée d'une histoire passée, de valeurs et de normes héritées qui, en ce sens, "cadrent les expériences" des militants¹¹ » et en orientent les pratiques. Les trajectoires se révèlent aussi être une approche particulièrement intéressante des partis politiques quand ceux-ci se caractérisent par des frontières poreuses avec « l'espace des mouvements sociaux¹² ». Constatant la persistance d'un cloisonnement disciplinaire entre science politique et sociologie des mouvements sociaux, Hélène Combes a ainsi montré l'intérêt qu'il y a à repasser par les trajectoires individuelles pour comprendre la « fabrique partisane », ainsi que le fonctionnement d'un parti politique qui entretient des liens étroits avec diverses organisations de mouvement social¹³. Les interactions entre parti et mouvements sociaux, ainsi que le rôle de militants multipositionnés permettent alors d'éclairer la formation du milieu partisan, lui-même partie prenante du processus de fabrique partisane¹⁴.

11. Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », dans Annie Collovald (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, note 107, p. 211.

12. Voir Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », communication, 8^e congrès de l'AFSP, Lyon, septembre 2005.

13. Voir Hélène Combes, *De la politique contestataire à la fabrique partisane. Le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000)*, thèse de doctorat en science politique, Université Paris III-La Sorbonne-Nouvelle, 2004.

14. Ibid.

Or, le lien aux organisations de mouvement social est une caractéristique historique de la LCR. Le profil de militants multipositionnés, cumulant engagement partisan, syndical et associatif, synchroniquement ou diachroniquement, est dominant au sein de ce parti. On retrouve donc, dans le cas de la LCR, une configuration qui rend pertinente l'adoption d'une approche par les trajectoires pour analyser le parti politique et le militantisme en son sein.

Notre méthode articule une approche compréhensive, reposant sur l'analyse de récits de vie, à une analyse quantitative¹⁵. L'analyse statistique vise alors la reconstruction rétrospective d'itinéraires suivant des séquences ordonnées, et donc la mise en lumière de trajets types, sur la base desquels nous avons choisi les enquêté(e)s. Dans notre recherche, le volet qualitatif à partir de récits de vie s'appuie sur les résultats d'une enquête par questionnaires auprès des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR¹⁶. Le questionnaire porte une attention particulière à la datation des différentes activités, ainsi qu'aux parcours militants tout au long de la vie. L'analyse permet de dégager certaines trajectoires en fonction de périodes (entrée dans le parti, interruption du militantisme, etc.) et des différents types d'investissements militants (partisan, syndical, associatif). Les trajets types dégagés sont ceux des délégué(e)s au congrès, une population dont les caractéristiques ne sont pas toujours représentatives de l'organisation dans son ensemble. Pourtant, dans le cas de notre

15. Voir Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001.

16. Voir Florence Johnsua, « Questionnaires auprès des délégué(e)s au XV^e congrès de la Ligue communiste révolutionnaire », *Saint-Denis*, 30 octobre-2 novembre 2003. Sur les 357 délégué(e)s, 262 ont répondu au questionnaire, soit un taux de retour de près de 74 %.

enquête, les caractéristiques sociographiques lourdes, telles que la répartition par âge et par sexe des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR sont très proches de celles de l'organisation dans son ensemble (voir les tableaux 2 et 3 en annexes)¹⁷. Le parallélisme demeure dans le cas de la répartition par catégories socioprofessionnelles, compte tenu toutefois d'une surreprésentation des enseignants au XV^e congrès (voir le tableau 4). Les personnes interrogées par entretiens ont donc été choisies sur la base des trajectoires militantes qui se dégagent de cette première phase d'enquête¹⁸.

Concernant l'énoncé des résultats, nous nous appuyons dans ce texte sur trois trajectoires : celles de Paul, Irène et Julie¹⁹, retenues pour leur exemplarité au regard de classes de comportement repérables statistiquement et par l'observation. Leurs caractéristiques et la temporalité de leurs réorientations renvoient à des trajectoires collectives qui ont imprimé leur marque à l'histoire du parti. Paul a interrompu son engagement partisan à la fin des années 1980 pour privilégier un investissement dans des structures syndicales et associatives, tout en restant « compagnon de route ». C'est une modalité de rapport au parti fréquente à la LCR²⁰, une forme d'*exit*, mais sans

17. Les chiffres pour la LCR sont issus de l'analyse que nous avons faite des cartes d'adhérents pour l'année 2003.

18. Notre corpus est actuellement composé de 25 entretiens, d'une durée comprise entre trois et quatre heures.

19. Tous les prénoms cités ont été modifiés. Pour une présentation synthétique des origines sociales de Paul, Irène et Julie, se reporter au tableau 5 en annexes.

20. Au XV^e congrès de la LCR, 23 % des délégué(e)s déclarent avoir interrompu leur engagement partisan pendant une certaine période ; voir Florence Johsua, « Questionnaires auprès des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR », Saint-Denis, 30 octobre-2 novembre 2003.

rupture²¹. Irène, comme beaucoup de militants historiques, a d'abord eu une activité partisane puis s'est investie dans d'autres structures (syndicales et/ou associatives). Paul et Irène se retrouvent à la fin des années 1980 à l'épicentre de la création d'une nouvelle structure syndicale, SUD-PTT. Enfin, Julie présente une trajectoire typique de militants avant tout syndicaux et associatifs, qui décident d'y associer un engagement partisan à la LCR. Son profil multipositionné est dominant au sein de ce parti²², particulièrement développé chez les militants entrés dans les années 1980 et 1990, et permet d'appréhender les influences de ces engagements à la fois sur sa trajectoire individuelle et sur le parti politique.

Enfin, il faut rappeler que l'utilisation d'un matériau biographique impose des précautions pour l'analyse des données d'entretien. Le discours des acteurs opère toujours une reconstruction du passé, consciente ou inconsciente, à l'aune du présent. Dans l'entretien, la trajectoire individuelle et celle du parti sont soumises au tri sélectif de la mémoire des interrogé(e)s, les événements les plus proches ou les plus valorisables au regard des impératifs du présent sont privilégiés. L'analyse sociologique se donne justement pour objet d'étudier cette reconstruction et les logiques qui la sous-tendent. Surtout, « à travers les récits de pratiques, les confidences ou les anecdotes, peut se dire autre chose qu'un discours officiel, officiellement construit et officiellement imposé²³ ». L'éloignement temporel ne devrait par ailleurs pas être automatiquement considéré comme une source de biais car il n'est pas du tout évident de

21. Voir Albert O. Hirschman, *Exit, Voice, and Loyalty, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1970.*

22. Voir les chiffres du multipositionnement, p. 44 du présent ouvrage.

23. Muriel Darmon, *Devenir anorexique, une approche sociologique*, op. cit., p. 102.

pouvoir obtenir *sur le moment* le sens qu'une action a pour un individu. Des strates de sens peuvent apparaître au fur et à mesure, et l'enquête rétrospective conserve alors tout son intérêt en permettant de les dégager après coup.

Dans ce chapitre, nous montrerons que la pratique militante de la LCR, marquée par un lien étroit aux mouvements sociaux, permet d'expliquer comment ce parti s'est reproduit dans le temps. Cette pratique a favorisé des réinvestissements multiples de la part de ses militants, dans des cadres alternatifs de mobilisation qui ont constitué autant de structures de rémanence dans un environnement politique devenu non réceptif. Ces structures ont contribué à assurer la pérennité du parti, mais ont aussi ouvert la voie à des transformations de cette organisation. Ces transformations doivent être analysées à l'aune du contexte particulier de la fin des années 1980, qui entraîne une crise des certitudes passées pour un grand nombre de militants à la LCR et éclaire les fondements sur lesquels le processus de changement partisan prend son essor. C'est ainsi qu'au travers du jeu d'influences réciproques qui s'exerce entre les trajectoires militantes et la structure partisane, le parti s'est aussi produit en se renouvelant.

Les processus de reproduction d'un parti politique

Flux et reflux

Le roman des origines de la LCR devrait *a priori* retenir la date officielle de sa création, 1966, comme acte originel. L'histoire débiterait alors en soulignant deux aspects constitutifs de l'orientation politique de cette organisation : une critique de la position du Parti communiste français (PCF) sur la guerre d'Algérie, jugée

insuffisamment radicale²⁴, et l'opposition au stalinisme avec une critique virulente de l'URSS comme « État ouvrier bureaucratiquement dégénéré ». L'antistalinisme et l'internationalisme sont dès le départ constitutifs de l'identité de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). Mais c'est l'explosion étudiante de Mai 68 qui apparaît comme le moment fondateur de la future LCR. Elle est une des forces politiques partie prenante des événements au cours desquels elle voit tripler ses effectifs, qui passent de 350 en avril 1968 à environ 1 000 membres en juin²⁵. Les événements de mai inaugurent une pratique qui ne se démentira jamais : l'insertion dans les « mouvements de masse »²⁶. Une pratique qui distingue la JCR des autres groupes de l'extrême gauche extraparlamentaire et qu'illustre la prise de position de la Fédération des

24. Le Parti communiste français (PCF) réclame alors « la paix en Algérie », sans prendre clairement position en faveur du combat du Front de libération nationale (FLN) pour l'indépendance de l'Algérie, ni pour le retrait des troupes françaises d'Algérie, voir Sylvain Pattieu, *Les Camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002. Voir en particulier le chapitre 5 qui souligne les conséquences de ce positionnement du PCF sur l'entrée en dissidence des futurs fondateurs de la JCR.

25. Véronique Faburel, *La JCR, avril 1966-juin 1968, mémoire de maîtrise, Université Paris I, juin 1988*, citée par Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire et ses militant(e)s (1968-1981). Étude d'une organisation et d'un milieu militant, thèse de doctorat en histoire, Université Paris I, juin 2004*, p. 54.

26. L'expression « mouvements de masse » est fréquemment utilisée par les militants de la LCR. Dans la terminologie militante, elle renvoie à des mouvements de mobilisation larges, de masse au sens où ils ne sont pas limités aux organisations traditionnelles.

étudiants révolutionnaires (FER)²⁷ à l'égard de la JCR durant le mouvement de Mai 68, lorsqu'elle l'accuse de vouloir saborder la construction du parti révolutionnaire en « [se dissolvant] dans le soi-disant "mouvement réel des masses"²⁸ ».

Cette praxis est une caractéristique historique de la LCR. Elle n'est d'ailleurs pas exempte d'ambiguïté. En 1968, la JCR se qualifie d'organisation marxiste et léniniste. Ses prises de position, y compris dans le mouvement de mai, révèlent la prégnance du schème de pensée léniniste, qui oriente à la fois sa perception des événements et son action *en situation*²⁹, ce qu'illustre le débat qui l'oppose au Mouvement du 22 mars³⁰ sur la question de la structuration à donner à ce mouvement³¹. La JCR prône la construction d'une organisation

27. *La Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) est l'organisation étudiante de l'Organisation communiste internationaliste (OCI, courant lambertiste) depuis avril 1968, anciennement Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER). Sur l'histoire des différents courants et groupes trotskystes, voir Daniel Bensaïd, Les Trotskysmes, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2002.*

28. *Extrait de Révoltes, 19, 15 mai 1968, cité par Boris Gobille, Crise politique et incertitude : régimes de problématisation et logiques de mobilisation des écrivains en Mai 68, thèse de doctorat en sciences sociales, Paris, EHESS, 2003, p. 407.*

29. *Voir Boris Gobille, Crise politique et incertitude, op. cit., chapitre 5.1 : « Les disputes autour du cadrage de la situation : cadrages "marxistes-léninistes" et cadrages artistes », p. 400-417.*

30. *Le 22 mars 1968, 142 étudiants occupant la faculté de Nanterre se proclament « Mouvement du 22 mars », en référence au « Mouvement du 26 juillet » des révolutionnaires cubains. Dans ce rassemblement éclectique, d'inspiration libertaire, coexistent une grande diversité de courants politiques, dont la JCR, qui participe à sa création.*

31. *Sur « la dispute entre la JCR et le Mouvement du 22 mars », voir Boris Gobille, Crise politique et incertitude, op. cit., p. 413-417.*

révolutionnaire capable de regrouper les militants d'avant-garde, contre une option plus spontanéiste de structuration par le bas des comités d'action pour le Mouvement du 22 mars. Pour la JCR, le but reste théoriquement la construction du parti révolutionnaire, l'avant-garde qui pourra guider les masses, même si sa pratique effective tout au long des événements de mai dénote surtout une capacité à analyser le mouvement, à en suivre le déroulement, tout en restant acteur de son évolution. Cette ambiguïté de l'identité de la LCR est soulignée par Irène³² :

« La Ligue a toujours eu deux “visages” : un visage un peu avant-gardiste proclamé, mais aussi un lien aux mouvements de masse qui remettait en cause ce visage. Il y a toujours eu un aspect dialectique assez complexe. [...] Par exemple en Mai 68, la Ligue a été complètement dans le coup, c'est une faculté qu'on ne retirera jamais à la Ligue ou ce serait plus la Ligue [...] dès qu'il y a un mouvement de masse, d'être capable de plonger dedans³³. »

Alain Krivine, membre fondateur de la JCR en 1966, fait remonter cette caractéristique aux origines de l'organisation :

« Nos ancêtres, le Parti communiste internationaliste (PCI), ont fait qu'il y a eu une éducation justement essentielle qui a été donnée sur

32. Irène est militante à la LCR depuis 1979. En 1968, elle est lycéenne en seconde et s'investit activement dans le cadre de la mobilisation de son lycée, puis dans les Comités d'action lycéens (CAL). Quand elle entre à la faculté, elle milite à la Gauche prolétarienne jusqu'à sa dissolution en 1974, puis à Révolution !, organisation issue d'une scission de la Ligue communiste, jusqu'à sa dissolution en 1979. Elle rejoint alors la LCR avec d'autres militants de ce groupe.

33. Entretien avec Irène, le 11 juillet 2003. Soulignons que le regard porté sur la JCR en 1968 est celui d'une observatrice extérieure.

une bonne appréhension du mouvement de masse, de la nécessité pour les révolutionnaires d'être complètement dedans, même si ce mouvement n'était pas révolutionnaire. [...] Je crois que c'est ce qui explique pourquoi la Ligue s'est pas cassée la gueule³⁴. »

L'image « mouvementiste » de l'organisation est aussi en partie une reconstruction *a posteriori*, mais il est indéniable que cette pratique fait partie des caractéristiques de la LCR depuis ses origines. Dès l'immédiat après-Mai 68, la LCR élargit ses champs d'intervention. En témoignent spécialement l'intervention dans la jeunesse scolarisée, l'investissement dans les Comités de soldats, l'engagement dans le mouvement féministe, notamment au Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), l'investissement syndical, les luttes contre le nucléaire civil et militaire, mais aussi la prise en compte d'autres secteurs comme les prisons, la police et la justice, et une intervention dans le secteur de la santé et de la psychiatrie³⁵. La LCR est alors portée par la vague contestataire des années 1970, comme un grand nombre d'organisations politiques d'extrême gauche à la même époque.

Cette période prend fin avec la décennie 1980. S'ouvre alors une période de reflux, pour la LCR comme pour un grand nombre d'organisations d'extrême gauche, qui subissent le retournement de la conjoncture politique : leurs effectifs diminuent et leur implantation sur le territoire recule. À cette crise des organisations s'ajoute celle du corpus référentiel qui leur était associé : l'anticapitalisme, l'anti-impérialisme et l'internationalisme sont autant de schèmes discursifs de plus en plus difficilement mobilisables. Les événements de mai avaient ouvert une phase euphorique : nombre de

34. Entretien avec Alain Krivine, le 7 juillet 2003.

35. Voir Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire et ses militant(e)s*, op. cit., chapitre 5, p. 235-303.

militants vivaient dans l'idée que « la révolution frappait à la porte³⁶ ». La décennie 1970 se solde pour beaucoup d'entre eux par une lourde déception et un bilan amer : le « Grand Soir » n'est pas pour demain. De plus, le « débordement »³⁷ attendu par les militants de la LCR après la victoire de François Mitterrand en 1981 n'a pas lieu. De ce constat découle l'analyse selon laquelle la victoire de la gauche clôturait une période au lieu de l'ouvrir. C'est pour beaucoup de militants une phase de bilans qui n'entraîne pas les mêmes conséquences pour tous et prend forme au travers de réorientations des trajectoires militantes. Pour celles et ceux qui ne se désengagent pas³⁸, une stratégie défensive est alors souvent privilégiée. Le changement de contexte politique, par contraste, laisse percevoir plus clairement la spécificité du mode de militantisme à la LCR. L'insertion dans les mouvements sociaux peut alors être relue comme un facteur explicatif majeur de la pérennité de ce parti. Ces organisations de mouvement social – syndicats et associations – ont joué le rôle de « structures de rémanence »³⁹, offrant à de nombreux militants des structures alternatives de mobilisation, capables de maintenir un

36. Entretien avec Claire, le 28 juillet 2005.

37. C'est le mot d'ordre de la LCR après la victoire de François Mitterrand en 1981. Sa direction analyse alors cette victoire comme la résultante d'une puissante vague de contestation sociale et d'aspiration à un changement radical de la société. Jugeant le programme socialiste très en deçà des aspirations populaires, la direction de la LCR pense que François Mitterrand décevra et qu'il sera emporté par une vague contestataire, un « débordement » populaire.

38. Il faudrait analyser ici l'imbrication entre les différentes sphères de vie des militant(e)s, et notamment l'interaction entre trajectoires militante, professionnelle, affective ou familiale, qui éclaire les logiques du désengagement.

39. Ou « abeyance structures » selon l'expression originale de Verta Taylor, « La continuité des mouvements sociaux », art. cité.

réseau d'activistes, un répertoire de buts et de tactiques, et une identité collective à travers le temps, dans un environnement politique non réceptif, jouant alors un rôle de passeur entre deux étapes d'une mobilisation⁴⁰. Cette notion paraît pertinente pour rendre compte des stratégies de reconversion mises en œuvre par les militants de la LCR pendant cette période de reflux⁴¹.

Les militantismes syndicaux et associatifs comme facteurs de rémanence

La fin des années 1980 marque ainsi un infléchissement perceptible dans la plupart des trajectoires des militants de la LCR. Des bifurcations et des ruptures s'opèrent dans le cadre de réinvestissements militants dans des associations et des syndicats, qui restent des vecteurs de diffusion d'une culture politique. Il faut souligner que loin de répondre à une injonction de l'appareil politique qui aurait décidé « d'en haut » d'investir ces structures, il s'agit plus de décisions individuelles pour des militants subissant de plein fouet cette période de recul et tentant une reconversion de leurs ressources militantes. Le cas de Paul, entré à la LCR en 1976, est exemplaire de ce genre de parcours. À la fin des années 1980, l'idée selon laquelle « il n'y a probablement plus d'espoir d'alternative politique » s'ancre chez lui. Il est alors convaincu de « la nécessité de créer des contre-pouvoirs permanents », et la création du syndicat SUD (Solidaires, unitaires, démocratiques) par des exclus de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) aux PTT⁴²

40. *Ibid.*, p. 230-232.

41. *Une période qui se prolonge pour la LCR jusqu'en 1995.*

42. *Sur l'histoire et les spécificités du syndicat SUD-PTT, voir Gildas Renou, « Désappareiller la politique. Syndicalisme de contre-pouvoir et dévaluation du politique », dans Lionel Arnaud et Christine Guionnet (dir.), Les Frontières du politique, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 111-144.*

lui semble fournir une occasion de construire ce type de contre-pouvoir. Selon lui, certaines structures syndicales et associatives (comme SUD, ou Ras l'Front et l'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens – ATTAC – dans la décennie 1990) ont alors constitué des réseaux « qui ont maintenu ces idées portées par l'extrême gauche, et probablement leur ont redonné une vitalité parce que c'était à un niveau de diffusion beaucoup plus large que la simple potentialité qu'avait l'extrême gauche à ce moment-là⁴³ ». Le « capital militant »⁴⁴ accumulé trouve là un cadre de reconversion jugé par certains temporairement plus utile que le parti politique, et capable d'offrir de nouvelles rétributions au militantisme. Un certain nombre de militants basculent alors du côté du monde syndical et associatif, privilégiant cette logique de « contre-pouvoirs » qui caractérise la mouvance de la gauche radicale dans la

43. Entretien avec Paul, le 11 juillet 2003. Paul quitte le parti fin 1988, peu avant la création du syndicat SUD. La direction de la LCR est alors fortement opposée à la création d'un nouveau syndicat, privilégiant l'investissement dans les grandes fédérations. Cette divergence politique fournit à Paul l'occasion d'une prise de distance avec le parti, au moment où une usure militante commence à lui peser lourdement. De 1988 à 2002, il s'investit totalement à SUD, où il a occupé des responsabilités au niveau fédéral. Un militant de la LCR le recontacte en 2002, pendant la campagne présidentielle. Paul reprend alors son engagement à la LCR, participe activement à la campagne électorale et à la création d'une nouvelle cellule à Marne-la-Vallée.

44. Défini par Frédérique Matonti comme « les savoirs et les savoir-faire incorporés au fil des expériences politiques, [possiblement reconvertibles] dans d'autres univers que le champ politique », dans Frédérique Matonti, « Crises politiques et reconversions : Mai 68 », Actes de la recherche en sciences sociales, 158, juin 2005, p. 5.

décennie 1980⁴⁵. Ces bifurcations dans la trajectoire entraînent parfois une rupture avec le parti. Paul ne pense pas alors revenir un jour à la LCR, considérant désormais le militantisme syndical comme plus efficace : « Parce qu'on était concrets, [...] apportant des réponses, on était force de proposition pour l'action⁴⁶ ». Pourtant, même dans ce cadre, le capital militant partisan ainsi reconverti reste porteur d'une conception spécifique du syndicalisme, qui ne se résume « pas seulement à la défense des salariés, mais pouvait être aussi des choix de société⁴⁷ », impliquant un travail permanent de politisation⁴⁸.

Ces structures semblent donc bien avoir joué un rôle de *rémanence*, en permettant d'assurer le maintien de certaines idées, d'une identité collective, ainsi que la survie de réseaux d'activistes riches en savoir-faire militants et utiles pour de nouvelles mobilisations⁴⁹.

45. On peut y voir le rôle des déceptions dans les cycles de l'engagement, voir Albert O. Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983. *La déception vis-à-vis du projet révolutionnaire, dont l'horizon semble de plus en plus lointain, peut alors entraîner un retour dans la sphère privée, ou une réorientation de la trajectoire militante dans des causes défendant des revendications accessibles à court terme et plus ciblées.*

46. Entretien avec Paul, le 11 juillet 2003.

47. Ibid.

48. Entendu ici comme le travail qui consiste à « expliciter sans cesse la signification politique des faits », à « éveiller la conscience politique » des acteurs dans l'interprétation proposée des événements et des expériences, notamment au travers d'un « mécanisme de requalification des objectifs assignés à l'action », d'après Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », dans Jacques Lagroye (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 367-369.

49. Sur le rôle des « structures de rémanence » pour expliquer la continuité de la LCR pendant la période du reflux, voir Florence Johsua, « La dynamique militante à l'extrême gauche »,

Irène, qui participe aussi à la création du syndicat SUD tout en restant à la LCR, souligne le fait que :

« Ça a été une manière de passer cette période. Parce que SUD s'est créé en 1989, aux PTT, donc ça correspond exactement au Mur de Berlin, à des moments où il y a eu de vrais étiolements, de vraies involutions des organisations politiques ou de leur rôle. Et le syndicalisme, lui, de manière un peu souterraine, peut-être pas très visible de l'extérieur, a préservé... Une des caractéristiques de SUD, à l'époque, est de s'être opposé à tout ce qui dominait : "Il faut s'ouvrir à la concurrence", au secteur de la Poste et des Télécoms, "Il faut privatiser, c'est l'avenir, c'est l'Europe", et SUD a résisté à ces sirènes-là, a construit une théorie sur la défense des services publics, sur la dimension sociétale que ça avait au-delà des revendications des salariés. Et puis l'intransigeance sur le plan de la lutte, une forme de syndicalisme où on consultait le personnel, où on favorisait l'auto-organisation, on remettait au goût du jour la démocratie directe, tout ça a beaucoup contribué [...] à préparer 1995⁵⁰. »

*« Mouvementistes » et « gardiens du temple » :
les deux faces du phénomène de continuité*

Le manque de données quantitatives sur l'ensemble de la période rend la mesure précise de ces investissements particulièrement ardue, mais l'enquête menée lors du dernier congrès de la LCR, fin 2003, nous permet de tirer certains enseignements quant aux particularités du militantisme à la LCR. La quasi-totalité des

art. cité ; et Florence Johsua et Yann Raison du Cleuziou, « Entre radicalité et apolitisme », dans Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (dir.), Radiographie du mouvement altermondialiste, Paris, La Dispute, 2005, p. 239-262.

50. Entretien avec Irène, le 11 juillet 2003.

délégué(e)s au congrès associent à leur engagement partisan un investissement de type syndical ou associatif⁵¹. Parmi eux, domine un profil de militants multipositionnés : 45 % des délégué(e)s ont eu entre deux et trois engagements syndicaux et associatifs au cours de leur trajectoire militante, auxquels on peut ajouter les 13 % environ qui en totalisent entre quatre et cinq sur l'ensemble de leur carrière militante. À peine 1 % des délégué(e)s en déclarent plus de six. Cette faible proportion peut s'expliquer au regard de rythmes militants qui restent intenses dans la majorité des cas (voir le tableau 7 en annexes)⁵².

Mais elle peut aussi être révélatrice de certains biais liés à la méthode d'enquête : l'éloignement temporel, et donc l'effort de mémoire qu'une telle question suppose, et le « tri sélectif » qu'opèrent les acteurs dans leurs souvenirs au profit de certains engagements sont autant d'éléments qui compliquent la reconstruction *a posteriori* d'une carrière militante⁵³. Néanmoins, cette

51. 94 % des délégué(e)s déclarent être actuellement, ou avoir été, engagé(e)s dans un syndicat et/ou une association, voir Florence Johsua, « Questionnaires auprès des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR », Saint-Denis, 30 octobre-2 novembre 2003.

52. 67 % des délégué(e)s consacrent en moyenne dix heures par semaine, ou plus, au militantisme. Les modalités de réponse à cette question s'échelonnaient de deux heures au minimum à dix heures et plus au maximum. Voir Florence Johsua, « Questionnaires auprès des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR », *ibid.*

53. Sur les biais que pose ce type d'enquête par questionnaires, menée dans un contexte très particulier, voir Olivier Fillieule et al., « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G 8 d'Évian », *Politix*, 68 (17), 2004, p. 41-42.

méthode permet d'appréhender l'ensemble de la trajectoire et d'observer « la cumulation des positions passées et des positions actuelles qui, abolissant en quelque sorte la durée, [...] serait peut-être moins illégitime qu'il ne peut le paraître au premier abord : en effet, chaque étape de la biographie conserve, sous forme d'information accumulée, les traces des étapes qui l'ont précédée⁵⁴ ». La confusion entre l'ordre de la succession et celui de la simultanéité ne brouille pas la compréhension de ces trajectoires si l'on considère que le réseau des coappartenances successives au cours de la carrière militante fournit un indicateur efficace de la surface sociale des membres de la LCR dans l'univers militant⁵⁵, développée tout au long de leur parcours. Elle permet alors de mesurer l'ampleur des processus de reconversion du capital militant accumulé et dessine, au-delà, les frontières du *milieu partisan* de la LCR, cet « ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément comme finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités⁵⁶ ». Les militants multipositionnés sont des acteurs privilégiés de la constitution de ce milieu partisan.

Dans le cadre de ces multi-appartenances, l'engagement syndical occupe une place particulière et s'associe de manière presque automatique au militantisme dans le parti. Parmi les délégués au XV^e congrès ayant déclaré avoir été, ou être actuellement engagés dans un syndicat et/ou une association, 38 % l'ont été à la

54. Luc Boltanski, « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, 14, 1973, note 3, p. 5.

55. Voir Olivier Fillieule et al., « L'altermondialisme en réseaux », *art. cité*, p. 41.

56. Frédéric Sawicki, *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p. 24.

Fédération syndicale unitaire (FSU) au cours de leur trajectoire militante, la même proportion à la CGT, 14 % au syndicat SUD et 11 % à la CFDT⁵⁷. Par ailleurs, près de 23 % des délégués ont milité dans un syndicat étudiant au cours de leur parcours (Union nationale des étudiants de France – UNEF –, Union nationale des étudiants de France – Indépendante et démocratique – UNEF-ID –, SUD-Étudiants, voir le tableau 6 en annexes). Le profil « multi-appartenant » peut être plus ou moins développé, mais l'engagement syndical apparaît comme le point d'ancrage du militantisme politique et est souvent théorisé comme « ce qui structure le militantisme d'un militant politique⁵⁸ ». Cette association quasi automatique entre engagement syndical et partisan ne doit pourtant pas masquer la diversité des causes qui ont jalonné les trajectoires des militants de la LCR. Cinq pôles d'engagement se dégagent de l'analyse des questionnaires passés au XV^e congrès de la LCR : près du quart des délégués ont été investis dans des associations antiracistes (SOS Racisme, Ras l'Front, etc.)⁵⁹, 20 % dans l'altermondialisation⁶⁰ (ATTAC, collectifs anti-G 8, Intergalactiques), près de 10 % dans les mouvements des « sans » (collectifs sans-papiers, Droit au logement – DAL –, Agir

57. *La prise en compte de tous les engagements sur l'ensemble de la trajectoire explique que le total dépasse les 100 %. Les militants ont ainsi pu militer d'abord à la CFDT, puis à SUD ou à la FSU. Voir le tableau 6 en annexes.*

58. *Entretien avec Serge, le 22 juillet 2005.*

59. *On retrouve là un héritage de l'identité de la JCR, qui se singularise depuis sa création par un « antifascisme militant », voir Isabelle Sommier, La Violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998, p. 81-84.*

60. *Sur l'investissement des militant(e)s de la LCR dans le mouvement altermondialiste, voir Florence Johsua et Yann Raison du Cleuziou, « Entre radicalité et apolitisme », art. cité.*

ensemble contre le chômage – AC ! –, etc.), la même proportion dans l'internationalisme (comités Vietnam, Chili, Nicaragua, collectifs Palestine, etc.) et la défense des droits des femmes (MLAC, Mouvement français pour le planning familial – MFPP –, Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception – CADAC –, etc.). Si domine le profil de militants multipositionnés ayant reconverti leurs ressources militantes dans une grande diversité de causes et de structures organisationnelles tout au long de leur parcours, il n'en demeure pas moins qu'il existe une proportion non négligeable de militants mono-engagés, qui représentent près de 35 % des délégué(e)s⁶¹. Enfin, 6 % des délégué(e)s au XV^e congrès n'ont pas eu d'autre investissement que le parti politique au cours de leur trajectoire.

Deux tendances – qui ont certainement toujours existé – se dégagent parmi les militants de la LCR : l'une mouvementiste et l'autre plus concentrée sur la construction du parti. Cette coexistence rend alors possible un équilibre entre l'investissement dans des structures alternatives, qui n'ont pas pour but d'œuvrer pour la « révolution socialiste », et la préservation d'un point d'ancrage avec des militants dont la tâche prioritaire est de « garder la maison », selon la formule récurrente dans les entretiens. Le concept d'*abeyance structure* peut aussi servir à décrire un processus de mise en veille de la structure partisane. Sa capacité à se maintenir dépend alors de la force de l'attachement des militants aux croyances, buts et tactiques du groupe, d'un certain niveau de centralisation permettant la maintenance de l'organisation et d'un niveau minimum d'activité en toutes circonstances, enfin de sa

61. Près de 35 % des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR déclarent n'avoir eu qu'une seule appartenance syndicale et/ou associative au cours de leur trajectoire militante.

capacité à élaborer un cadre culturel alternatif (qui offre du sens à ceux qui rejettent l'ordre établi et demeurent dans le parti)⁶². Les entretiens avec des membres de la direction de la LCR abordent parfois plus directement cette préoccupation de la préservation de la structure partisane. Léonce Aguirre, membre du bureau politique, évoque dans un entretien le risque de l'engagement dans de nouvelles structures ou initiatives, pour les militants et pour le parti :

« Quand tu te lances dans des expériences avec d'autres, évidemment tu sais jamais comment ça va tourner. Ça c'est toujours le problème qu'on a entre le conservatisme, qu'est utile, dans le sens où il ne s'agit pas de jeter ce qu'on a mis vingt-cinq ans à construire. En même temps ça peut être un handicap réel, parce que tu privilégies de conserver ce que tu as fait, plutôt que de sauter vers l'inconnu⁶³. »

Les militants de la LCR, parallèlement à leurs engagements syndicaux et associatifs, ont selon lui pu conserver un ancrage, constitué

« d'une expérience accumulée d'une trentaine d'années, qui n'est pas négligeable. Bon, la Ligue a une histoire chaotique, mais tout ça fait qu'on en tire un certain nombre de leçons et d'expériences. [...] Et puis le fait d'avoir construit une organisation avec un appareil, une imprimerie, des locaux... [...] Il y a eu une volonté politique de préserver [le parti]⁶⁴. »

62. Voir Verta Taylor, « *La continuité des mouvements sociaux* », art. cité.

63. Entretien avec Léonce Aguirre, le 18 novembre 2005.

64. Ibid.

En effet, si les cadres alternatifs de mobilisation permettent au courant de se maintenir vivant, c'est aussi au risque de se perdre. L'incertitude est une dimension constitutive des stratégies de reconversion développées par les militants pendant la période du reflux. Les résultats sont incertains et imprévisibles. La confrontation à d'autres buts, fonctionnements et cultures militantes, ouvre une situation délicate pour les acteurs, qui laisse le champ libre aux questionnements théoriques et donc à une possible refondation de l'identité collective du groupe.

Les conditions d'une métamorphose

Le rôle de l'événement

La prise en compte du contexte politique et social de la décennie 1980, et le changement dans les perspectives des acteurs qu'il implique, est un passage obligé pour comprendre les conditions de transformation de la LCR. En particulier, l'année 1989, avec la chute du Mur de Berlin, peut être considérée comme un « point d'option »⁶⁵ marquant l'entrée dans une nouvelle phase de leur trajectoire pour les militants. Pas un ancien militant ne passe sous silence les bouleversements profonds qu'implique alors cet événement, qui remettait en cause la théorie en vigueur sur les « États ouvriers ». Irène et Paul gèrent différemment les conséquences de ces

65. Un « point d'option » correspond, chez Anselm Strauss, au moment où est opérée une réarticulation de la trajectoire, en réaction à une désarticulation de celle-ci ; voir Anselm Strauss, « *Maladie et trajectoires* », op. cit., p. 169.

remises en cause⁶⁶, mais leurs propos décrivent une situation sans précédent d'« incertitude des valeurs [qui] résulte de la disparition ou de l'abandon de certitudes précédentes⁶⁷ ». Ce nouveau contexte impose des remises en question théoriques de fond, sans que de nouvelles lignes programmatiques s'affirment en remplacement des anciennes. Irène souligne les contradictions que la chute du Mur oppose à la théorie en vigueur et le flottement dans les certitudes qu'elle ouvre :

« Un bilan – pas complet mais assez important – [a été tiré] de ce qui en a résulté, sur le fait que les États, soi-disant ouvriers, se sont écroulés et que les masses de ces pays n'ont pas trouvé trop de choses à défendre, ce qui *a priori* est contradictoire avec la théorie des "États ouvriers". En particulier, au moment où les gens sont massivement descendus à Berlin pour demander la réunification et là, ça a été le signal qu'il y avait un problème avec la théorie : puisque les gens demandaient la réunification, ça ne veut pas dire qu'il n'y avait pas d'acquis à l'Est, mais il n'y avait pas de "plus" particulier. Comme on disait avec humour : "On connaît des gens qui essaient de fuir à l'Ouest, on connaît pas l'inverse, c'est quand même un problème...". Ça a posé beaucoup de problèmes. Cela n'a pas été jusqu'à remettre en cause l'ensemble des théories, mais par contre cela a fait évoluer la conception de la construction du parti, ça a conduit à une théorie

66. *Tous deux s'investissent alors dans la création du syndicat SUD aux PTT où ils travaillent, s'opposant en cela aux orientations préconisées par la direction de la LCR. Irène reste militante à la LCR et y défendra la ligne de construction des « SUDs ». Pour Paul, cette divergence fournit l'occasion de la rupture avec le parti.*

67. Alessandro Pizzorno, « Considérations sur les théories des mouvements sociaux », *Politix*, 9, 1990, p. 80.

moins avant-gardiste, moins autoproclamée. En gros, l'idée qui domine [alors] c'est qu'il faudra de nouvelles expériences révolutionnaires qui redélimiteront les questions stratégiques⁶⁸. »

Paul, quant à lui, insiste sur le vide laissé par la crise des modèles qui inspiraient jusqu'alors la LCR. Leur échec ôte à beaucoup de militants leurs repères. Le document programmatique du X^e congrès de la LCR⁶⁹ se fait l'écho de ces interrogations en égrainant au fil des pages cette série de questions : « Un projet en panne ? », « Crise de modèle ? », « Crise de stratégie ? », « Crise de la théorie ? », « Crise de la pratique ? », pour conclure sur l'invitation à « rebâtir »⁷⁰.

Effet de période et effet de génération

Pour un grand nombre de militants de la LCR, la chute du Mur de Berlin s'est traduite par une rupture d'intelligibilité⁷¹. Cet événement a entraîné un brouillage des repères et une remise en question des certitudes passées, laissant place à une phase inédite d'incertitude cognitive – et tactique –, si l'on considère qu'il implique aussi

68. Entretien avec Irène, le 11 juillet 2003. Irène fait partie du comité central de la LCR à cette époque. Cette position devient majoritaire lors du X^e congrès, qui a lieu trois ans après la chute du Mur de Berlin, et qui acte un certain nombre de remises en question théoriques et stratégiques. C'est ce qui explique qu'on retrouve dans cet extrait d'entretien une analyse proche de celle qui s'exprime dans les documents programmatiques de la LCR dans les années qui suivent 1989.

69. Il s'est tenu du 20 au 23 février 1992 à Saint-Denis.

70. Ligue communiste révolutionnaire, À la gauche du possible. Pour un projet socialiste autogestionnaire, écologiste et féministe, Paris, Éditions La Brèche, 1992, p. 29-41.

71. Sur la notion de rupture d'intelligibilité, voir Alban Bensa et Éric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », Terrain, 38, mars 2002.

des remises en cause stratégiques pour le parti et des évolutions de la tactique militante de la part des acteurs tentant de faire face à cette situation. Ce contexte constitue alors la condition d'une réinterprétation des anciens contenus théoriques, et partant, d'une progressive métamorphose de ce parti. Il faut cependant souligner que l'effet de période n'agit comme tel que parce qu'il se combine avec un effet de génération. Ces événements historiques acquièrent une importance particulière car ils sont vécus par une génération de militants marquée par la centralité du sujet révolutionnaire – « la dernière génération d'Octobre »⁷² –, et par un parti politique saturé de références historiques, dont l'histoire est intimement liée à la trajectoire historique du communisme. La Révolution d'octobre 1917, histoire réifiée et incorporée, faite corps⁷³, cadre les structures mentales des militants révolutionnaires. Dans l'effervescence créatrice de 1968, la révolution continue à s'imaginer au travers de ces schèmes de pensée et de perception, « produit[s] des choix antérieurs devenus choses⁷⁴ ». Marx, Lénine et Trotsky demeurent, longtemps après 1968, les références incontournables des militants de la LCR. Dans ce cadre, la mise en question de ces théories et modèles constitue un profond bouleversement et crée les conditions d'une novation. Le cadre contextuel de la fin de la décennie 1980, ainsi que les bouleversements induits dans les perspectives des militants par ces évolutions, éclairent alors les fondements sur lesquels les processus de changement de l'organisation

72. Voir Benjamin Stora, *La Dernière génération d'Octobre*, Paris, Stock, 2003.

73. Voir Pierre Bourdieu, « *Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée* », Actes de la recherche en sciences sociales, 32-33, avril-juin 1980, p. 3-14.

74. Ibid., p. 13.

partisane prennent leur essor. Car c'est dans ce cadre particulier que l'insertion des militants de la LCR dans d'autres organisations, au contact d'autres cultures politiques, a toutes les chances d'exercer, en retour, une influence sur l'institution. L'approche par les trajectoires fournit alors une grille de lecture des processus de changement qui affectent l'organisation, au travers de l'évolution de ses membres.

La transformation à l'aune des trajectoires individuelles et collectives

Ces trajectoires permettent de tenir ensemble les deux termes de l'équation du changement organisationnel que sont les militants *et* le parti, en s'attachant à décrire ce « processus lors duquel et par lequel les propriétés de leur identité respective s'actualisent et les font devenir, par changements réciproques, ce qu'ils sont⁷⁵ ». Ce processus peut être appréhendé sous deux dimensions : *via* les trajectoires individuelles des militants, et ici à l'aune d'une trajectoire particulière retenue pour son exemplarité au regard de ce processus de changement, *via* enfin une dimension de trajectoire collective.

Jeu d'influence réciproque

La trajectoire militante de Julie est caractéristique de ces processus de changement réciproque. Après le lycée, elle intègre l'École normale et débute sa formation à Livry-Gargan où la LCR est très présente, à la fois chez les professeurs et chez les étudiants. Le

75. Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », op. cit., p. 214.

courant syndical de l'École émancipée (EE) est aussi fortement représenté et de nombreux militants de la LCR y sont investis. Un mouvement de grève en 1976, lors duquel se mobilisent les Écoles normales, marque le début de son engagement dans le syndicalisme enseignant au Syndicat national des instituteurs (SNI), et dans la tendance de l'EE. Pendant de nombreuses années, elle est donc syndicaliste à l'EE, particulièrement investie sur les questions féministes. On peut pourtant considérer que bien que n'en faisant pas officiellement partie, elle participe déjà du milieu partisan de la LCR. Ses réseaux à la fois militants, amicaux et amoureux sont de plus en plus liés à la LCR : beaucoup de collègues du syndicat y militent, elle a de nombreux amis militants, et son compagnon de l'époque est lui-même militant à la LCR. Elle a alors « ce statut privilégié, celui de la compagne de route » de l'EE et « participe à la vie de la Ligue, [ses] amitiés sont là⁷⁶ ». Lorsqu'elle décide de rentrer à la LCR, en 1985, elle rejoint la cellule enseignante et a le sentiment de « les [connaître] déjà tous depuis l'EE ». Elle intègre le secrétariat enseignant de la LCR après le mouvement contre la loi Jospin en 1989, dans lequel elle a eu d'importantes responsabilités. Là, elle « prépare les batailles dans l'EE », alors que se profile la crise de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), qui donnera lieu à une scission et à la création de la FSU. Julie souligne elle aussi le rôle du contexte pour rendre compte d'une inflexion dans sa trajectoire militante, correspondant à l'entrée dans la décennie 1990 : « L'offensive libérale est [alors] d'une telle violence et d'une telle brutalité [...], c'est plus la même situation qu'en 1982-1983 ! ». Elle perçoit une forte dégradation de la situation politique qui la pousse à réfléchir aux moyens

76. Entretien avec Julie, militante depuis 1985 à la LCR, le 12 juillet 2005. Toutes les citations de Julie sont extraites de cet entretien.

de « reconstruire une force révolutionnaire », mais doit finalement conclure qu'elle « ne voi[t] pas avec qui, [qu'elle] n'y croi[t] plus ». Dès lors, Julie développe – tout comme Paul – une « logique de contre-pouvoirs ». Elle considère aujourd'hui « que tous les éléments de résistance et d'alliances qu'on peut passer pour résister [...] sont bons ». Et dans ce cadre, « un front antilibéral large, dans lequel il puisse y avoir un courant révolutionnaire, [...] c'est juste de construire ça ».

Pour mesurer le tournant que cette affirmation constitue pour cette militante, il faut préciser son positionnement politique au sein de la LCR : Julie a fait partie de la tendance minoritaire « R » (Révolution), fondée par des militants de la LCR en 1992⁷⁷, qui se regroupent pour lutter « contre la dissolution de l'identité révolutionnaire de la Ligue, contre l'abandon du clivage réformes/révolution », dans l'objectif de « construire la LCR comme organisation révolutionnaire indépendante⁷⁸ », en particulier vis-à-vis du Parti socialiste et du Parti communiste. Les militants de « R » prônent un rapprochement avec les autres organisations de l'extrême gauche, Lutte ouvrière en particulier⁷⁹. La défense d'un front antilibéral large est ainsi fort éloignée de ses anciennes positions au sein de cette tendance. L'influence de ses divers engagements militants éclaire son évolution politique. Julie souligne le rôle de la rencontre

77. Nommée « Regroupement » à l'origine. À sa constitution au moment du X^e congrès de la LCR, cette tendance a obtenu environ 15 % des voix.

78. Entretien avec Léonce Aguirre, un des fondateurs de la tendance « R », le 18 novembre 2005.

79. La spécificité de la tendance « R » est de s'être constituée en fraction publique, éditant des tracts communs avec la Fraction de Lutte ouvrière, ses propres tracts d'entreprise, etc. Elle s'autodissout en 1999.

avec des militants venus d'autres horizons politiques au sein de ces structures :

« Dans le mouvement social, et notamment dans le mouvement altermondialiste, parce que je suis ça de très près pour le syndicat, [...] le fait que ça existe m'a appris à travailler avec d'autres gens, d'autres cultures politiques, qui se réclament même pas du marxisme [...]. Bon, le fait même que dans le syndicalisme, la création de la FSU m'a amenée à des expériences partagées avec des courants issus du PCF ou des courants... en tout cas pas du tout révolutionnaires, m'a amenée à réviser largement... en tout cas à apprendre à travailler avec d'autres de manière beaucoup plus large. [...] Je vois plus les lignes de fractures exactement au même endroit qu'auparavant. »

Julie a par ailleurs occupé des responsabilités au niveau national dans son syndicat, le Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC) (SNUIPP). Cette position dans le syndicat, et ses investissements dans des mouvements encore plus hétérogènes, l'ont aussi amenée à évoluer politiquement :

« Y a d'abord eu des responsabilités syndicales, et ensuite d'une manière plus générale par rapport aux débats politiques, le mouvement altermondialiste. Y a deux choses qui se sont percutées, quoi ! Bon, y en a beaucoup dans la Ligue [...] qui pensaient, quand j'étais encore à la tendance R et déjà responsable syndicale, que j'étais schizophrène... [...] J'ai dû restreindre l'aspect schizophrénique des choses, forcément, peut-être sur le plan politique en ayant une vision moins crispée des choses, défendant une politique d'ouverture de la Ligue, c'est vrai... »

L'investissement dans le syndicalisme enseignant, puis le suivi, pour son syndicat, d'une diversité de causes (mouvement

altermondialiste, mouvements des « sans », le collectif droits des femmes, notamment) ont transformé l'identité politique de cette militante. Son positionnement dans le parti s'en est trouvé modifié, ce changement pouvant se lire au travers de ses « glissements de tendance » au sein de la LCR. Enfin, ces changements contribuent, en retour, à faire évoluer l'institution partisane. Au comité central⁸⁰, Julie a participé à l'élaboration de l'orientation politique de la LCR, dans une période marquée justement par l'ouverture aux mouvements sociaux qui émergent tout au long de la décennie 1990⁸¹. Et bien qu'aujourd'hui peu engagée dans la vie du parti, cette militante y apporte son expérience, en particulier dans le domaine de l'altermondialisation. Le détour par la singularité d'une trajectoire militante, retenue pour son exemplarité, met donc en lumière les mécanismes par lesquels ce processus de changement réciproque opère.

Devenir de groupe

Au-delà de la singularité de chaque expérience individuelle et des trajectoires types que l'on peut dégager, il y a une dimension de devenir de groupe qui modèle les trajectoires prises au niveau agrégé au sein d'une institution militante. Cette dimension dépend de la plus ou moins forte homogénéité de la structure ou de celle des différentes générations militantes qui la composent. Elle permet de mesurer ce que certaines réorientations de trajectoires doivent aux rythmes collectifs qui s'imposent à l'ensemble du groupe. Cette sorte de

80. Elle a fait partie du comité central de la LCR de 1996 à 2003.

81. Voir Isabelle Sommier, *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

trajectoire collective est repérable à la LCR et s'explique par la très forte homogénéité sociale du groupe dans les années qui suivent sa création. En 1969, 70 % des militants sont étudiants ou lycéens, 20 % enseignants et 10 % seulement salariés⁸². La moyenne d'âge la même année est de 20 ans⁸³. Malgré le *turnover*, propre à toute organisation militante et que connaît la LCR, l'homogénéité du groupement est telle qu'on peut repérer l'influence, dans l'évolution du parti, du déroulement socialement contraint et déterminé des trajectoires de vie des militants. Ainsi en est-il de l'arrivée massive, bien qu'étalée dans le temps, de ces jeunes étudiants sur le marché du travail. En 1971, il ne reste plus que 43 % d'étudiants, mais 24 % d'enseignants et 25 % de salariés⁸⁴. Enfin, en 1976, dix ans après la création de la JCR, 24 % des militants seulement sont étudiants, 25 % enseignants et 51 % sont désormais salariés⁸⁵. L'évolution de la moyenne d'âge, qui augmente de 5,8 ans en huit ans⁸⁶, laisse percevoir l'arrivée de nouvelles cohortes militantes qui rajeunissent de quelques années la moyenne, mais on y lit surtout le vieillissement des premières. S'intéresser à ce type de trajectoires « collectives » permet d'éclairer toute une série de phénomènes qui concourent aux évolutions du parti. En particulier, l'investissement massif des militants dans le monde du travail, qui contribue à une ouverture *de facto* de la LCR, jusque-là enfermée dans

82. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire et ses militant(e)s*, op. cit., p. 177.

83. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste, tentative de construction d'un parti révolutionnaire en France après Mai 68, mémoire de DEA, Université de Poitiers, 1999, p. 3.*

84. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire et ses militant(e)s*, op. cit., p. 177.

85. Ibid.

86. Voir Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste, tentative de construction d'un parti révolutionnaire en France après Mai 68*, op. cit., p. 3.

les murs des facultés, a sans doute accéléré la remise en cause d'une certaine orthodoxie dans la décennie suivant sa création.

Mobilisée pour l'étude de la Ligue communiste révolutionnaire, l'approche par les trajectoires militantes permet d'appréhender les interactions entre le parti et les mouvements sociaux, *via* l'étude des trajectoires individuelles de ses membres. Au travers des liens, passages et échanges qui s'opèrent entre la structure partisane (conservée, même dans les périodes les plus difficiles) et les organisations de mouvement social, cette approche met en lumière les modalités concrètes du processus par lequel la LCR s'est perpétuée et transformée au cours du temps. Les syndicats et les associations ont constitué autant de cadres de socialisation politique laissant des traces durables chez les militants de la LCR qui s'y sont investis. L'engagement dans ces structures entraîne des effets d'acculturation et exerce – en retour – une influence sur l'identité du collectif au travers de la coexistence en son sein de sous-cultures politiques variées. Ce phénomène d'acculturation doit être analysé en contexte, ce à quoi invite l'approche par les trajectoires. Le bouleversement des certitudes passées, pour un grand nombre de militants à la fin des années 1980, ouvre la voie au changement. L'évolution du groupement, nourrie d'influences réciproques entre les militants et le parti, permet ainsi d'éclairer la capacité d'attraction de nouveaux militants, notamment parmi les jeunes générations, pour ce parti issu du courant trotskyste. Ses effectifs se sont rajeunis : en 2003, près du quart des militants avaient moins de 30 ans, et près de la moitié moins de 40 (voir tableau 2 en annexes)⁸⁷.

87. La pyramide des âges de la LCR la distingue ainsi fortement des partis de la gauche institutionnelle : Parti socialiste, Parti communiste et Verts.

L'arrivée de nouveaux adhérents en 2002, qui doublent les effectifs, n'est donc pas le facteur déclencheur du changement, mais elle révèle ces évolutions et les accélère aussi. Il en résulte un collectif beaucoup moins homogène qu'auparavant, dans lequel se côtoient différentes cohortes militantes et différentes sous-cultures politiques, fonction des socialisations militantes antérieures. Certains fondamentaux demeurent, comme la lutte des classes qui reste une grille de lecture du monde incontestée, ou encore l'attachement au projet révolutionnaire, avec l'affirmation maintenue d'une nécessaire rupture avec le système capitaliste, et ce aussi bien chez les jeunes que chez les plus vieux, les anciens comme les nouveaux. Cependant, un certain nombre de référents identitaires et de certitudes théoriques se sont estompés. Ainsi, à peine plus de la moitié des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR se réapproprient le qualificatif de « trotskyste », soit 54 %. Ils sont 35 % à le rejeter et près de 11 % affichent à son égard une nette distanciation⁸⁸. Les délégué(e)s au XV^e congrès entrés à partir de l'année 2002 à la LCR ne sont quant à eux que 41 % à se reconnaître dans ce qualificatif. Mais 92 % des délégué(e)s ayant milité à Lutte ouvrière ou à Voix des travailleurs avant d'entrer à la LCR se considèrent comme « trotskystes »⁸⁹.

Derrière cette réappropriation différentielle de certains référents historiques se lit en filigrane la redéfinition de l'identité de cette

88. Nous avons en effet codé à part les réponses de ce type : « ? », « peut-être », « bof », « à la rigueur », à la question : « Vous, personnellement, vous considérez-vous comme "trotskyste" ? ». Sans le rejeter complètement, ces réponses expriment une distanciation par rapport à ce référent historique.

89. Toutes ces données sont issues de notre enquête : Florence Johsua, « Questionnaires auprès des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR », Saint-Denis, 30 octobre-2 novembre 2003.

organisation. Tout au long de son histoire, la LCR a fait preuve d'une étonnante plasticité. Elle a engagé une remise en chantier de son projet politique, tout en préservant les frontières d'une identité commune. Sa capacité à intégrer l'apport des trajectoires de ses membres et à brouiller les repères d'une stricte orthodoxie en fait une organisation en métamorphose.

ANNEXES

Tableau 1 : Évolution du nombre de villes d'implantation de la LCR par nombre de militants (données hors région parisienne)

	1976	1979	1986	1989	1998	2000	2002
Plus de 20**	21	14	17	15	9	13	26
Plus de 30	16	11	9	7	5	6	16
Plus de 40	11	8	6	5	4	6	9
Plus de 50	7	6	4	0	0	3	7
Plus de 70	5*	3	0	0	0	1	5

Sources : Données établies sur la base des feuilles de congrès, transmises par le trésorier de la LCR ; voir Florence Johsua, « La dynamique militante à l'extrême gauche : le cas de la Ligue communiste révolutionnaire », *Les Cahiers du Cevipof*, 37, 2004, p. 38.

* Le tableau se lit de la façon suivante : en 1976, la LCR a des sections de plus de 70 militants dans 5 villes de France (hors région parisienne).

** Les données pour les sections de moins de 20 militants ne sont pas disponibles.

Tableau 2 : Comparaison de la répartition par âge des militants de la LCR en 2003 et des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR (octobre-novembre 2003) (en %)

	LCR	Délégué(e)s au XV ^e congrès
Moins de 30 ans	24,9	25,2
30-39 ans	22,3	22,9
40-49 ans	28	23,7
50-59 ans	21	22,1
60-69 ans	3,3	5,3
70 ans ou plus	0,5	0,8
Total	100	100

Sources : Florence Johsua. Pour les données LCR, « Fichier national des adhérent(e)s », 2003, élaboré sur la base de 1 800 cartes d'adhérent(e)s (répartition par âge calculée sur la base de 1 625 cartes effectivement renseignées). Pour les données du XV^e congrès, « Questionnaires auprès des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR », Saint-Denis, 30 octobre-2 novembre 2003. La totalité des délégué(e)s ont répondu à cette question.

Tableau 3 : Comparaison de la répartition par sexe des militants de la LCR en 2003 et des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR (octobre-novembre 2003) (en %)

	Femmes	Hommes	Total
LCR	33	67	100
XV ^e congrès	32	68	100

Sources : Florence Johsua. Pour les données LCR, « Fichier national des adhérent(e)s », 2003, élaboré sur la base de 1 800 cartes d'adhérents. Pour les données du XV^e congrès, « Questionnaires auprès des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR », Saint-Denis, 30 octobre-2 novembre 2003. La totalité des délégué(e)s ont répondu à cette question.

Tableau 4 : Comparaison de la répartition par catégories socioprofessionnelles des délégué(e)s au XV^e Congrès de la LCR et des militants de la LCR en 2003 (calcul sur la base des actifs) (en %)

	Délégué(e)s au XV ^e congrès de la LCR (2003)	LCR 2003
Agriculteurs, artisans, commerçants	0,4	2
Enseignants (primaire ; secondaire ; supérieur)	44,4	29,4
Cadres et prof. intellect. sup. (professeurs exclus)	14,2	14,7
Prof. intermédiaires (« prof. des écoles, instituteurs et assimilés » exclus)	21,8	25,3
Employés	11,6	19,5
Ouvriers	7,6	9,1
Total	100	100

Sources : Florence Johsua. Pour les données du XV^e congrès : « Questionnaires auprès des délégué(e)s au XV^e Congrès de la LCR », Saint-Denis, 30 octobre-2 novembre 2003 (225 données disponibles pour ce calcul). Pour les données LCR : « Fichier national des adhérent(e)s », 2003, élaboré sur la base de 1800 talons de cartes d'adhérent. Sont exclus du calcul pour la LCR, les chômeurs et les permanents, car nous ne disposons pas des informations nécessaires pour les ventiler dans les différentes catégories (1283 données disponibles pour ce calcul).

Tableau 5 : Origines sociales d'Irène, Paul et Julie

	Profession	Niveau d'études	Profession de la mère	Profession du père	Engagement politique de la mère	Engagement politique du père
Irène	Technicienne (aux PTT)	Bac + 3	Femme au foyer, puis technicienne	Ingénieur	Aucun	Aucun
Paul	Employé (aux PTT)	Bac	Employée (à la RATP)	Militaire	Aucun	Aucun
Julie	Institutrice	École normale	Institutrice	Médecin	Syndiquée au Syndicat national des instituteurs (SNI). Très engagée en 1968. Aucun engagement partisan.	Aucun

Tableau 6 : Appartenances syndicales et associatives des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR

N = 245*		
	Fréquence	% de cas
Fédération syndicale unitaire (FSU)	94	38,4**
Confédération générale du travail (CGT)	92	37,6
Antiracisme (SOS Racisme, Ras l'Front, etc.)	59	24,1
Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC)	50	20,4
Solidaires, unitaires, démocratiques (SUD)	35	14,3
SUD-Étudiants	12	4,9
Syndicalisme étudiant	44	18
Confédération française démocratique du travail (CFDT)	27	11
Mouvements des « sans »	22	9
Internationalisme	21	8,6
Droits des femmes	20	8,2
Fédération de l'éducation nationale (FEN)	4	1,6
Autres (Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques - FCPE -, Ligue des droits de l'homme, etc.)	53	21,6

Sources : Florence Johsua, « Questionnaires auprès des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR », Saint-Denis, 30 octobre-2 novembre 2003.

* Soit 100 % des répondants ayant déclaré être actuellement, ou avoir été, engagés dans un syndicat et/ou une association au cours de leur trajectoire militante.

** Le tableau se lit de la façon suivante : parmi les 245 délégué(e)s ayant déclaré avoir été, ou être actuellement engagé(e)s dans un syndicat et/ou une association, 38,4 % l'ont été à la FSU au cours de leur trajectoire militante. La prise en compte de tous les engagements sur l'ensemble de la trajectoire explique que le total dépasse les 100 %.

Tableau 7 : Temps moyen consacré au militantisme par semaine parmi les délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR

	Nombre de délégué(e)s	%
2 heures	18	7,1
5 heures	64	25,4
10 heures	61	24,2
10 heures et plus	109	43,3
Total	252*	100

Sources : Florence Johsua, « Questionnaires auprès des délégué(e)s au XV^e congrès de la LCR », Saint-Denis, 30 octobre-2 novembre 2003.

* Le taux de réponse à cette question est de 96 %.

